

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE PASSÉ EN APPEL D'OFFRES**

---

**Plateforme d'Enregistrement Personnalisé en Santé psYchique  
(PEPSY)**

**N°2023014AOPS078**

---

**Université de Caen Normandie  
Direction de la commande publique  
Esplanade de la Paix  
CS 14032  
14032 CAEN CEDEX 5**

## SOMMAIRE

<b>Article 1.</b>	<b>Objet du contrat .....</b>	<b>4</b>
Article 1.1.	Objectif du projet .....	4
Article 1.2.	Exigences fonctionnelles.....	4
Article 1.3.	Exigences techniques.....	6
Article 1.3.1	Compatibilité et interopérabilité .....	6
Article 1.3.2	Conformité réglementaire dont hébergement des données de santé des utilisateurs de l'application (HDS-hébergement des données de santé) et protection des données à caractère personnel .....	6
Article 1.3.2.1	Hébergement des données .....	6
Article 1.3.2.2	Consentement quand il est requis .....	7
Article 1.3.2.3	Droit d'accès et gestion des accès .....	7
Article 1.3.2.4	Engagement de confidentialité .....	8
Article 1.3.2.5	Procédure en cas de violation de données .....	8
Article 1.3.2.6	Annexe de sous-traitance (art. 28 RGPD).....	9
Article 1.3.3	Conception, accessibilité, confidentialité .....	9
Article 1.3.4	Disponibilité et continuité d'activité.....	9
Article 1.3.5	Support et maintenance .....	9
Article 1.4.	Calendrier et livrables.....	9
Article 1.5.	Propriété Intellectuelle .....	10
Article 1.6.	Confidentialité .....	11
<b>Article 2.</b>	<b>Dispositions générales du contrat .....</b>	<b>11</b>
Article 2.1.	Décomposition tranches fermes et optionnelles.....	12
Article 2.2.	Décomposition de la consultation .....	12
Article 2.3.	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	12
Article 2.4.	Variantes.....	12
Article 2.5.	Marché complémentaire / prestations similaires.....	12
Article 2.6.	Pièces contractuelles .....	12
<b>Article 3.</b>	<b>Confidentialité et mesures de sécurité .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 4.</b>	<b>Date et délai d'exécution.....</b>	<b>12</b>
<b>Article 5.</b>	<b>Reconduction .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 6.</b>	<b>Prix.....</b>	<b>13</b>
Article 6.1.	Caractéristiques des prix pratiqués .....	13
Article 6.2.	Modalités d'actualisation des prix .....	13
Article 6.3.	Révision des prix .....	13
<b>Article 7.</b>	<b>La clause limite dite de « sauvegarde ».....</b>	<b>13</b>
<b>Article 8.</b>	<b>Garantie financière.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 9.</b>	<b>Avance .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 10.</b>	<b>Modalités de règlement des comptes.....</b>	<b>13</b>
Article 10.1.	Acomptes et paiements partiels définitifs .....	13
Article 10.2.	Présentation des demandes de paiement .....	13
Article 10.3.	Délai global de paiement .....	14
Article 10.4.	Paieement des cotraitants et sous-traitants.....	14
<b>Article 11.</b>	<b>Clause environnementale .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 12.</b>	<b>Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 13.</b>	<b>Garantie des prestations .....</b>	<b>15</b>
<i>Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 36 du CCAG-TIC. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. ....</i>		<b>15</b>
<b>Article 14.</b>	<b>Maintenance des prestations. ....</b>	<b>15</b>
<b>Article 15.</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>15</b>
Article 15.1.	Pénalités de retard .....	15
Article 15.2.	Pénalité pour travail dissimulé .....	15
Article 15.3.	Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles .....	16
<b>Article 16.</b>	<b>Clause de réexamen.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 17.</b>	<b>Assurances.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 18.</b>	<b>Résiliation du contrat.....</b>	<b>16</b>

Article 19.	<i>Arrêt des prestations</i> .....	16
Article 20.	<i>Redressement ou liquidation judiciaire</i> .....	16
Article 21.	<i>Règlement des litiges et langues</i> .....	17
Article 22.	<i>Dérogations</i> .....	17

## Article 1. Objet du contrat

### Article 1.1. Objectif du projet

Le projet vise à développer ou à adapter une application mobile et web de télésurveillance permettant le recueil et le suivi des données de santé mentale par les patients et les soignants, afin d'améliorer le suivi thérapeutique et la communication entre patients et professionnels de la santé mentale.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un financement label d'excellence de la région Normandie pour le compte de la Fédération Hospitalo-Universitaire (FHU) A<sup>2</sup>M<sup>2</sup>P qui a pour objectif d'améliorer le pronostic des troubles mentaux et addictifs par une médecine personnalisée<sup>1</sup>.

### Article 1.2. Exigences fonctionnelles

Public cible : patients souffrant de troubles psychotiques et professionnels de santé mentale.

Le développement de l'application doit suivre toutes les procédures requises d'un dispositif médical.

L'application doit être ergonomique, simple d'utilisation lors de la saisie pour patients comme soignants (e.g., menus déroulants ; intégration d'aides/guides au remplissage etc), permettre une utilisation du service modulable selon le profil des patients en garantissant l'autonomie d'utilisation pour les soignants et offrir un design agréable.

S'il s'agit d'un service existant adapté par le titulaire du marché, une mise à disposition de l'écosystème complet proposé sera demandée ainsi qu'un développement spécifique permettant de répondre aux mêmes exigences que si l'application avait été développée *ex nihilo*.

L'application doit répondre aux exigences fonctionnelles décrites ci-dessous.

#### 1. Côté professionnel de santé

- 1.1. Enregistrement des données administratives du patient
- 1.2. Identification des professionnels impliqués dans la prise en charge
- 1.3. Accès à un espace dédié contenant les données, suivis et analyses des patients avec une mise en page synthétique du patient, plus un espace de saisie de texte pour d'éventuelles observations cliniques
- 1.4. Suivi des progrès et ajustements des plans de traitement (pour différents types de soins et de troubles psychiatriques)
- 1.5. Accès à une quinzaine d'échelles cliniques standardisées à remplir par le soignant avec génération automatique des scores et mise en place d'un système d'alerte pour certains seuils
- 1.6. Suivi de l'évolution des scores aux différents questionnaires
- 1.7. Accès en temps réel aux scores des auto-questionnaires remplis par le patient et suivi de l'évolution de ces scores
- 1.8. Mise en place d'un système d'alerte si un auto-questionnaire n'est pas rempli par le patient
- 1.9. Accès à une messagerie sécurisée avec le patient (sms et/ou chat et/ou visio, à définir)
- 1.10. Accès à un outil de planification de rendez-vous avec les patients avec mise en place de rappels sécurisés (mails et/ou sms)
- 1.11. Personnalisation du parcours de soin proposé aux patients en fonction des profils et des pathologies, permettant un accès à différents outils et questionnaires
- 1.12. Personnalisation des alertes selon le professionnel de santé et le profil des patients

---

<sup>1</sup> <https://www.fhu-a2m2p.fr/>

## 2. Côté patient

- 2.1. Journalisation des symptômes du patient
- 2.2. Accès à une messagerie sécurisée avec le soignant (sms et/ou chat et/ou visio, à définir)
- 2.3. Accès à une quinzaine d'auto-questionnaires à remplir sélectionnés par le professionnel de santé
- 2.4. Possibilité de mettre en pause la saisie des réponses au questionnaire pour pouvoir reprendre ultérieurement et ce sur différentes plateformes (smartphone, PC)
- 2.5. Réception d'alertes si questionnaires non remplis
- 2.6. Suivi de l'évolution de ses scores aux auto-questionnaires
- 2.7. Stockage des scores totaux aux outils d'évaluation (générés automatiquement) sur le dispositif du patient (PC et/ou smartphone)
- 2.8. Accès à un planning de date d'évaluations ou de rendez-vous
- 2.9. Accès à une messagerie sécurisée avec le soignant (sms et/ou chat et/ou visio, à définir)
- 2.10. Accès à des ressources de psychoéducation sur la santé mentale

## 3. Exigences supplémentaires pour les 2 interfaces (patients et professionnels) :

### **3.1 Gestion multi-centres, multi-services**

Un même utilisateur (pro ou patient) doit pouvoir être actif sur plusieurs établissements / services à la fois, avec une gestion fine des droits et autorisations.

### **3.2 Multi-pathologies**

En plus de pouvoir couvrir différents aspects des pathologies liées à la santé mentale, la solution doit pouvoir s'inscrire dans des contextes pathologiques multiples (*e.g.*, comorbidités).

### **3.3 Gestion des essais & études cliniques**

La plateforme, pour un (ou plusieurs) service(s) et un (ou plusieurs) établissement(s), doit pouvoir basculer en mode étude tout en respectant la nomenclature et le fonctionnement appropriés à ce mode avec anonymisation, exports et gestion centralisée des comptes patients.

### **3.4 Personnalisation totale des parcours et contenus**

La totalité de la plateforme est paramétrable et ajustable selon les besoins du protocole médical défini. Contenu, questionnaires, programmation et règles de récurrences de la mise à disposition du contenu, etc.

### **3.5 Personnalisation totale des alertes et déclencheurs**

Au même titre que le contenu, toute l'algorithmie relative aux alertes est paramétrable selon les besoins des professionnels : alertes déclenchées par une mesure (ou un calcul de mesures), paramétrage des seuils d'indicateurs, paramétrage des règles relatives aux traitements d'alertes (escalade, types d'alertes, motifs de traitement).

### **3.6 Adjonction d'algorithmes supplémentaires**

Selon les besoins, la solution doit offrir la possibilité de pouvoir déclencher, par exemple, une soumission de contenu additionnel ou une alerte selon une tendance d'évolution d'un même indicateur (*e.g.*, score).

Par ailleurs, la solution doit permettre la possibilité d'adjoindre un algorithme prédictif et ainsi avoir de la visibilité à quelques jours ou semaines ou mois sur les possibilités d'évolution de la pathologie.

### **3.7 Authentification simplifiée**

Procédure d'authentification sécurisée tant pour les patients que les professionnels.

### **3.8 Dispositif médical numérique**

Le titulaire du marché devra se conformer aux exigences du dispositif médical numérique telles que définies par l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé (ANSM) ainsi qu'aux exigences nécessaires pour l'obtention du marquage CE.

### **Article 1.3. Exigences techniques**

#### **Article 1.3.1 Compatibilité et interopérabilité**

L'application doit être compatible avec iOS, Android, et les navigateurs web modernes. Elle doit être évolutive pour l'intégration de nouveaux questionnaires d'évaluations choisis par les médecins.

La solution doit fournir des API pour l'intégration avec d'autres systèmes de santé électroniques. Elle doit également prévoir la possibilité d'exporter les données standardisées, *i.e.*, scores aux questionnaires (CSV et/ou Excel) et de pouvoir intégrer ces données dans le dossier médical du patient.

La solution proposée devra garantir une interopérabilité optimale avec les systèmes informatiques des établissements de santé, en vue de faciliter l'échange de données médicales et d'assurer une intégration fluide dans l'environnement existant. En particulier, la compatibilité avec les serveurs régionaux de rapprochement d'identités devra être assurée, permettant ainsi une gestion efficace et sécurisée des identités des patients au sein du système de santé régional. Le titulaire du marché devra fournir une documentation détaillée sur la manière dont cette interopérabilité sera mise en œuvre, en s'assurant que les protocoles de communication et les standards de données utilisés sont conformes aux normes en vigueur. L'objectif est de garantir une expérience utilisateur transparente et une transmission sécurisée des informations médicales entre l'application développée et les infrastructures informatiques des établissements de santé.

#### **Article 1.3.2 Conformité réglementaire dont hébergement des données de santé des utilisateurs de l'application (HDS-hébergement des données de santé) et protection des données à caractère personnel**

##### **Article 1.3.2.1 Hébergement des données**

Le titulaire et ses sous-traitants ultérieurs identifient proactivement les traitements de données personnelles ou sensibles et aident à la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la consultation préalable des autorités de contrôle. Le titulaire intègre, dès la conception et pour chaque fonctionnalité du service, le principe « *privacy and security by design* ». Et, par défaut des produits, applications ou services qui garantissent que seules sont traitées les données nécessaires à la finalité du traitement au regard de la quantité de données collectées, de l'étendue de leur traitement, de la durée de conservation et du nombre de personnes qui y a accès.

Le titulaire doit être habilité HDS concernant l'hébergement des données qui lui seront confiées ou travailler avec un partenaire habilité. Il devra en apporter la preuve et devra fournir un PAS (Plan d'Assurance de Sécurité).

Toutes les données à caractère personnel et données sensibles au sens de la loi Informatique et Libertés doivent transiter de façon chiffrée sur le réseau et être chiffrées dans les bases de données. Les réglementations applicables à la protection des données à caractère personnel (RGPD et loi informatique et liberté de 1978 modifiée) prévoient la tenue de registres des traitements et la documentation des mesures de protection.

Le titulaire doit préciser par des indications claires et exhaustives les pays hébergeant les centres de données où les données seront traitées. Le titulaire doit produire des documents qui assurent d'une protection adéquate à l'étranger (notamment grâce à des Clauses contractuelles types ou à des règles contraignantes d'entreprise « BCR »). Le titulaire doit limiter les transferts de données uniquement

vers des pays membres de l'Espace Economique Européen ou vers des pays tiers reconnus comme assurant un niveau de protection adéquat par décision de la Commission européenne.

Note : au contraire des autres éléments, celui-ci est laissé à la négociation des parties. En tout état de cause, un prestataire qui laisse la possibilité à ses clients de limiter les transferts de données vers des pays membres de l'EEE ou vers des pays tiers assurant un niveau de protection adéquat reconnu par la Commission européenne offrira à ses clients des garanties de protection des données renforcées. Toutefois, les clients doivent être conscients que lorsqu'ils choisissent des prestataires localisés dans des pays tiers, les autorités administratives ou judiciaires locales peuvent adresser des requêtes aux prestataires pour accéder aux données.

Le recours à des sous-traitants ultérieurs, en particulier étrangers, peut impliquer un transfert de données en dehors de l'Union européenne. La CNIL rappelle que le transfert de données hors de l'Union européenne (UE) et de l'Espace économique européen n'est possible qu'à condition de s'assurer d'un niveau de protection des données suffisant et approprié. Ces transferts doivent être encadrés en utilisant les outils juridiques prévus par la réglementation. Le titulaire doit produire la documentation afférente.

#### Article 1.3.2.2 Consentement quand il est requis

La solution doit disposer d'une fonctionnalité permettant de recueillir le consentement de l'utilisateur et de conserver la trace du consentement. La solution doit en automatiser la gestion (collecte, gestion, retrait dudit consentement, droit à l'oubli et portabilité des données).

Lorsque des justificatifs sont collectés, les documents doivent impérativement faire l'objet d'un tatouage numérique avant d'être enregistrés. Le tatouage numérique doit impérativement contenir une partie visible et une partie invisible.

#### Article 1.3.2.3 Droit d'accès et gestion des accès

La solution doit disposer d'une fonctionnalité permettant d'extraire simplement et exhaustivement les données stockées relatives à une personne physique, afin d'apporter une réponse optimale si cette dernière fait valoir ses droits (d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité, d'opposition, ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée, y compris le profilage) aux données qui la concernent.

La solution doit comprendre un module d'archivage et d'élimination permettant :

- D'identifier, au sein de l'environnement de production, les données à caractère personnel dont la durée d'utilité courante est atteinte ;
- De déplacer ces données dans un environnement d'archivage intermédiaire, distinct de l'environnement de production ;
- D'identifier, au sein de l'environnement d'archivage intermédiaire, les données à caractère personnel dont la durée d'utilité administrative est atteinte ;
- D'anonymiser les données dès que la durée d'utilité est arrivée à son terme ; Les durées d'utilité courante (DUC) et durées d'utilité administrative (DUA) doivent être paramétrables.

Le titulaire doit se conformer aux directives et recommandations de la CNIL en vigueur et s'adapter aux éventuelles modifications réglementaires le temps du contrat.

Le titulaire doit fournir un protocole pour la gestion des accès aux patients et aux professionnels de santé, incluant l'authentification multi-facteur et le principe de moindre privilège.

#### Article 1.3.2.4 Engagement de confidentialité

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément au règlement européen sur la protection des données et à la loi informatique et libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- Et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Ces obligations sont valables pour toute la durée du marché et pendant six mois après sa cessation, quelle qu'en soit la cause.

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'Université de Caen-Normandie.

L'Université de Caen-Normandie se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

#### Article 1.3.2.5 Procédure en cas de violation de données

Le titulaire a l'obligation de notifier au responsable de traitement toute violation de données dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et au plus tard dans les 24 à 48 heures.

Une violation de données est définie comme une « violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données ».

Lors de leur identification et afin d'évaluer les risques, les violations de données peuvent être classées en trois catégories, une même violation pouvant concerner plusieurs catégories :



- Violation de confidentialité : divulgation ou accès non autorisé ou accidentel à des données à caractère personnel ;
- Violation de disponibilité : perte d'accès ou destruction accidentelle ou non autorisée des données à caractère personnel ;
- Violation d'intégrité : modification non autorisée ou accidentelle des données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à fournir une procédure en cas de violation de donnée mise à jour et à fournir le nom du délégué à la protection des données ainsi que ces coordonnées de contact.

#### Article 1.3.2.6 Annexe de sous-traitance (art. 28 RGPD)

Le titulaire doit détailler auprès du responsable de traitement et selon les critères définis à l'article 28 du RGPD tous les services qui lui sont confiés et toutes les mesures techniques, logiques et organisationnelles qu'il met en œuvre pour garantir la protection des données à caractère personnel confiés à ses soins par le responsable de traitement.

Cette documentation de base pourra être complétée par tous types de supports que le sous-traitant jugera pertinents de confier au responsable de traitement pour faire valoir la qualité de sa mise en œuvre.

L'annexe de sous-traitance devra être impérativement signée avant la mise en exploitation de la solution retenue.

#### Article 1.3.3 Conception, accessibilité, confidentialité

Les politiques de confidentialité détaillant comment les données sont utilisées, partagées et protégées devront être explicitées ainsi que les mécanismes pour garantir que les données des patients restent confidentielles et que l'accès est strictement limité au personnel autorisé.

#### Article 1.3.4 Disponibilité et continuité d'activité

Établissement d'un accord de niveau de service (SLA) concernant la disponibilité de l'hébergement : taux de disponibilité d'à minima 99%.

Établissement de plans de continuité d'activité et de reprise après sinistre, incluant les engagements sur les temps de récupération et les points de récupération.

#### Article 1.3.5 Support et maintenance

Un plan de maintenance pour les mises à jour de sécurité et fonctionnelles est attendu ainsi qu'un support technique disponible et une assistance pour les utilisateurs finaux (avec numéro d'appel gratuit et disponibilité 5j/7, heures ouvrables 8h-18h).

Le titulaire s'engage à tenir l'application à jour et à paramétrer ou ajouter de nouvelles modalités/fonctionnalités selon les besoins spécifiques des professionnels de santé le temps du contrat afin de garantir l'autonomie des utilisateurs.

#### Article 1.4. Calendrier et livrables

Phase de conception (élaboration d'un prototype de la plateforme en interaction entre professionnels référents et l'entreprise) : 3 mois

Développement ou adaptation informatique de la plateforme : 2 mois (phase réduite si adaptation d'une plateforme existante)

Phase de tests avec retour des utilisateurs et ajustements de la plateforme : 2 mois

Lancement : avril 2025

Les livrables incluent la formation des professionnels, la documentation technique, les manuels d'utilisation, la mise en place d'une maintenance dont la durée est à déterminer.

### *Article 1.5. Propriété Intellectuelle*

Conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle et dans le cas où les activités définies aux articles 1.1 à 1.4 du titulaire donneraient lieu à la création par le titulaire d'une ou plusieurs œuvre(s) de l'esprit protégée(s) par le droit d'auteur, en ce compris tout logiciel, (ci-après désignés les « Œuvres »), le titulaire s'engage à céder l'ensemble des droits de propriété intellectuelle relatifs aux Œuvres réalisées dans le cadre du présent contrat à l'Université de Caen Normandie agissant en qualité de mandataire unique de l'Unité 1237 PHIND (Université de Caen-Normandie, INSERM). Pour les besoins de cet article, il est entendu entre les Parties qu'un logiciel est défini comme étant l'ensemble constitué d'un programme d'ordinateur ou d'un programme embarqué directement sur le microprocesseur et/ou le microcontrôleur dans sa version exécutable dit le Code objet et/ou en Code source accompagné, le cas échéant, de sa documentation associée, son manuel d'utilisation, ainsi que matériel de conception préparatoire. Pour les besoins de cette définition on désigne par :

- Code objet : les instructions et données codées en binaire, version exécutable issue de la compilation du Code source compréhensible par un ordinateur ;
- Code source : l'ensemble des instructions et données écrites dans un langage de programmation informatique compréhensible par l'homme et permettant d'obtenir un programme pour un ordinateur.

Le titulaire s'engage à communiquer régulièrement à l'Université de Caen Normandie, une liste exhaustive des logiciels, au fur et à mesure de leur réalisation, et à lui remettre les Codes-source, les Codes-objet et toute la documentation afférente aux logiciels à l'issue du contrat.

D'accord entre le titulaire et l'Université de Caen Normandie, le titulaire s'engage à céder, au fur et à mesure de leur réalisation, à titre exclusif, pour la durée de protection des Œuvres par le droit d'auteur et pour le monde entier, l'ensemble de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle sur les Œuvres. Le titulaire et l'Université de Caen Normandie entendent notamment par l'ensemble des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle, les droits suivants :

- Le droit de reproduction par tous moyens et sur tous supports, connus ou inconnus au jour de la signature des présentes et le droit d'utilisation ;
- Le droit de représentation par tous procédés, connus et inconnus au jour de la signature, y compris par voie hertzienne, câble, satellite, ou autres, et de diffusion ;
- Le droit de modification, adaptation, correction, traduction, évolution, adjonction, suppression de tout ou partie de l'œuvre cédée et ce sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit d'associer l'œuvre avec tous éléments visuels, sonores, audiovisuels, multimédia et/ou textuels ;

- Le droit de réutiliser l'œuvre en totalité ou en partie ;
- Le droit de commercialiser et d'exploiter, sous toutes formes, même non prévues ou non prévisibles à la date de signature du Contrat et à toutes fins ;
- Ainsi que le droit de transférer à des tiers l'usage, la reproduction, la distribution, la diffusion, la commercialisation, la fabrication ou la propriété de tout ou partie des droits qui seront cédés.

Un contrat de cession portant sur les Œuvres, précisant l'étendue des droits cédés, le lieu, l'exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, sera signé entre l'Université de Caen Normandie et les ayants droits, conformément aux termes ci-dessus.

Le titulaire reconnaît et accepte que la rémunération liée à la cession est incluse dans le prix du présent contrat. Aucune rémunération complémentaire au titre de la cession des droits d'auteur ne sera due par l'Université de Caen Normandie. Le titulaire fera son affaire personnelle de la rémunération des auteurs et de l'obtention des droits patrimoniaux des auteurs personnes physiques en tant qu'employeur desdits auteurs.

Le titulaire garantit à l'Université de Caen Normandie la jouissance entière et paisible des droits cédés contre tous troubles, actions ou revendications ou évictions quelconques. Il garantit ainsi notamment à l'Université de Caen Normandie qu'il disposera de tous les droits et autorisations nécessaires pour consentir la présente session et que les Œuvres ne contiennent rien qui puisse tomber sous le coup des lois et règlements relatifs notamment à la contrefaçon, la concurrence déloyale, le parasitisme, la vie privée, le droit à l'image, les droits de la personnalité et plus généralement, contrevenir aux droits de tiers.

Le titulaire garantit l'Université de Caen Normandie contre toutes plaintes, réclamations et/ou revendications quelconques de la part d'un tiers que l'Université de Caen Normandie pourrait subir du fait de la violation, par le titulaire, des garanties ci-dessus. Il s'engage à indemniser l'Université de Caen Normandie et tout ayant droits, de tout préjudice qu'il subirait et à lui payer tous les frais, indemnités, charges et/ou condamnations qu'il pourrait avoir à supporter de ce fait.

#### ***Article 1.6. Confidentialité***

Le titulaire s'engage à ne pas publier ni divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations scientifiques, techniques ou commerciales, sans que cette liste ne soit limitative, appartenant à l'Université de Caen Normandie, dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public.

Le titulaire qui reçoit les informations de l'Université de Caen Normandie s'engage à utiliser ces informations uniquement aux fins de l'objet du contrat. Le titulaire qui reçoit les informations de l'Université de Caen Normandie garantit de ne transmettre ces informations qu'à ses représentants ayant besoin d'y accéder dans le cadre du contrat et que lesdits représentants sont soumis à une obligation de confidentialité au moins aussi restrictive que celle contenue dans le présent contrat.

#### **Article 2. Dispositions générales du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent l'élaboration et/ou la conception de la plateforme, d'un système d'hébergement de données de santé et d'un service de maintenance.

#### *Article 2.1. Décomposition tranches fermes et optionnelles*

Sans objet.

#### *Article 2.2. Décomposition de la consultation*

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations

#### *Article 2.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)*

Sans objet.

#### *Article 2.4. Variantes*

L'Université de Caen Normandie laisse la possibilité aux titulaires de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

#### *Article 2.5. Marché complémentaire / prestations similaires*

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles R2122-1 à R2122-11 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

#### *Article 2.6. Pièces contractuelles*

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales – TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021* (<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2021/3/30/ECOM2106875A/jo/texte>)
- L'offre technique et financière du titulaire
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Des dérogations peuvent être substituées à certains articles du CCAG – TIC dans ce cahier des clauses particulières.

#### **Article 3. Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### **Article 4. Date et délai d'exécution**

Le marché débute à sa date de notification.

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans l'offre.

*Article 5. Reconduction*

Sans objet.

*Article 6. Prix*

*Article 6.1. Caractéristiques des prix pratiqués*

Les prix sont fermes et non révisables.

*Article 6.2. Modalités d'actualisation des prix*

Les prix sont fermes, et non actualisables.

*Article 6.3. Révision des prix*

Sans objet.

*Article 7. La clause limite dite de « sauvegarde »*

Sans objet.

*Article 8. Garantie financière*

Sans objet.

*Article 9. Avance*

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAP –TIC, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Note : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement) que celles applicables au titulaire du marché.

*Article 10. Modalités de règlement des comptes*

*Article 10.1. Acomptes et paiements partiels définitifs*

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG.

*Article 10.2. Présentation des demandes de paiement*

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché et du lot si alloti ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;

- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- La date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

**Transmission des factures via le portail Chorus pro :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

Note :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>

Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

***Article 10.3. Délai global de paiement***

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

***Article 10.4. Paiement des cotraitants et sous-traitants***

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Techniques de l'information et de la communication, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-TIC.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

**Article 11. Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG TIC

**Article 12. Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

**Article 13. Garantie des prestations**

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 36 du CCAG-TIC. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

**Article 14. Maintenance des prestations.**

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 39 du CCAG-TIC.

**Article 15. Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

***Article 15.1. Pénalités de retard***

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-TIC.

***Article 15.2. Pénalité pour travail dissimulé***

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### ***Article 15.3. Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles***

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire/ Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

### **Article 16. Clause de réexamen**

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

### **Article 17. Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### **Article 18. Résiliation du contrat**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 47 à 54 et suivants du CCAG-TIC. En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

### **Article 19. Arrêt des prestations**

Sans objet.

### **Article 20. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être



prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### **Article 21. Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **Article 22. Dérogations**

L'article 2.6 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.TIC

L'article 10.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 4 du CCAG.TIC.